



## Dans le Vercors, la fin du ski divise les villages

**Q**uel avenir pour la station de ski alpin de Gresse-en-Vercors, située à 45 kilomètres au sud de Grenoble ? Voilà une question qui, depuis cinq ans, divise le village de 360 habitants qui l'abrite, et qui a abouti, début décembre, à la démission du maire sous la pression des défenseurs des sports d'hiver.

Tout est parti, en 2020, d'un projet d'installation de neuf nouveaux canons à neige sur le domaine skiable, qui s'étend entre 1 250 et 1 700 mètres d'altitude. A cette altitude, classique pour les stations de moyenne montagne, le réchauffement climatique rend désormais la neige de culture incontournable.

Elue sur une promesse de démocratie participative, la nouvelle majorité municipale soumet la question à la population via un référendum. Plus de 80 % des inscrits sur les listes électorales se déplacent et 63 % votent en faveur des enneigeurs. La mairie s'exécute et les installe. Mais, très vite, les positions se tendent. Le maire et la majorité de l'équipe municipale plaident pour que le soutien de la commune à la station reste mesuré et pointent la dépendance des remontées

mécaniques aux subventions : « *Le soutien de la commune pour entretenir les installations est normal, mais elle n'a pas vocation à éponger des pertes devenues courantes* », estime ainsi

Jean-Marc Bellot, le maire démissionnaire.

La situation financière de la station est en effet précaire. Saisie par la préfecture de l'Isère à la fin du printemps 2024, la chambre régionale des comptes

d'Auvergne-Rhône-Alpes a rendu un avis inquiétant l'été suivant. Relevant la dépendance de la station à un « *enneigement aléatoire* », elle invitait les acteurs à limiter les dépenses au maximum et surtout à diversifier rapidement leur activité.

Les défenseurs du ski ne désarment pas. « *Tout le monde à Gresse mesure bien que la fin du ski tel que nous le connaissons approche*, concède Gilles Apeloig, élu sur la liste de Jean-Marc Bellot en 2020 avant d'en devenir un farouche opposant. *Mais on doit trouver des solutions nouvelles pour maintenir la station aussi longtemps que possible, car 140 à 160 emplois sont en jeu.* »

Le cas de Gresse-en-Vercors est symptomatique de la situation des stations de moyenne montagne. A

quelques dizaines de kilomètres de Gresse par exemple, la station de l'Alpe du Grand Serre est, elle aussi, sur la sellette. Promise à une fermeture à la suite de plusieurs exercices financiers déficitaires et d'un mur d'investissements à financer, elle a finalement gagné un an de sursis grâce à la mobilisation d'un collectif et de l'Etat. Mais rien n'est réglé.

### « MAL-ADAPTATION »

Dans un rapport publié l'été dernier, la Cour des comptes rappelait qu'avec le changement climatique « *le modèle économique du ski français s'essouffle* », que l'adaptation est, jusque-là, surtout passée par la neige de culture qui « *peut tendre vers une mal-adaptation* », et que « *les actions de diversification sont rarement adossées à un véritable projet* ».

Un constat difficilement discutable en Auvergne-Rhône-Alpes, où la région, longtemps présidée par Laurent Wauquiez (LR), a fortement soutenu l'enneigement artificiel. Ailleurs, certains acteurs tentent timidement de clore l'ère du tout-ski, à l'image de la station jurassienne de Métabief, qui assume non sans mal une politique de sortie progressive du ski alpin.

■ Vincent Grimault

